

# L'Europe de la défense passe à l'offensive

UNION EUROPÉENNE Pour Juncker, l'UE doit prendre en main sa propre sécurité

- La Commission pousse les feux pour inciter les pays de l'UE à coopérer sur le front militaire.
- Trump et le Brexit sont passés par là...

Les pacifistes ont, bien sûr, déjà dénoncé la « militarisation » de l'Europe. « Le complexe militaro-industriel est "en marche" au niveau de l'UE », dénoncent-ils, après la proposition, exposée mercredi par la Commission européenne (*Le Soir* de jeudi), d'allouer dès 2021 jusqu'à 1,5 milliard d'euros du budget européen au développement d'une industrie européenne de la défense. Le secteur est aujourd'hui dispersé, jalousement compartimenté entre Etats membres de l'UE, concurrents, entraînant inefficacités et duplications, selon la Commission, qui souhaite que la « coopération devienne la règle et non plus l'exception ».

« Ces propositions ne conduiront pas à la paix et à la sécurité mais vont seulement augmenter les bénéfices de l'industrie de l'armement et exacerber une course globale à l'armement », tranche Wendela de Vries, de Stop Wapenhandel. Le Réseau européen contre le commerce des armes met « en garde contre cette nouvelle tentative de la Commission de banaliser la production d'armes et d'élargir insidieusement son champ de compétences à la défense ».

La politique européenne de sécurité et de défense européennes (PESDC) relève des compétences des gouvernements des Etats membres. Mais « certaines parties du travail sous-tendant le renforcement de cette politique reposent clairement entre les

mains de la Commission : la partie liée à l'industrie et celle liée à la recherche », revendique la vice-présidente de la Commission Federica Mogherini, qui est également la cheffe de la diplomatie de l'UE. Mogherini ajoute que, depuis des mois, les Etats

membres font preuve d'une « forte détermination » à inciter toutes les institutions européennes, dont la Commission, à mobiliser « tous leurs atouts pour arriver à un but commun : celui de renforcer l'Europe de la défense ».

Les financements communautaires sont exclus pour les opérations militaires de l'UE, à charge exclusivement des Etats membres. De même, les fonds européens ne peuvent aider les Etats membres à acquérir des moyens militaires, rappelle une source européenne. Mais, pour la première fois, la Commission franchit le pas : elle affirme être dans son rôle - de catalyseur de l'innovation et de la compétitivité industrielle en Europe - en favorisant financièrement des projets de recherche militaire et le

développement de prototypes d'armements, pour autant que ces derniers soient portés par au moins trois entreprises d'au moins deux Etats membres, et cofinancés (à 80 %) par ces derniers.

Ce « game changer » comme le dit la Commission n'était pas une révolution qui allait « de soi, surtout dans une UE dont l'objectif premier était d'abord de promouvoir la paix et dont l'action est davantage tournée vers le monde civil », relèvent les auteurs d'une « bible » consacrée à la PESDC (1). Les pacifistes soulignent que la Commission a tenu « des dizaines de réunions avec l'industrie de l'armement ». La Commission, elle, met sur-

tout en avant le manque total de coopération entre Etats membres qui coûterait chaque année entre 25 à 100 milliards par an. L'UE dispose de 178 systèmes d'armes différents contre 30 aux Etats-Unis, martèle la Commission, qui cite à l'envi l'exemple frappant de 17 modèles de chars de combat en Europe pour un seul *made in USA*.

De plus, ajoute Mogherini, des projets communs pourraient former « la base » pour une PESDC « plus intégrée ». C'est le mantra des dirigeants européens : relancer le projet européen, lourdement plombé par le Brexit et l'euroscepticisme ambiant, en insistant sur l'importance d'une « Europe qui défend et protège ses citoyens ». Lesquels, selon les sondages, plébiscitent ce choix,

inspirés par l'environnement hostile qui entoure l'Europe, de la Russie au Moyen-Orient, des attentats à répétition sur le sol européen et le solo orchestré par le « grand frère américain » sous l'impulsion de Donald Trump. Outre le Fonds européen annon-

cé mercredi, un « QG » destiné à piloter les missions de formation militaire dans plusieurs pays africains a été mis en place ce jeudi à Bruxelles et des travaux devraient bientôt aboutir pour unir une avant-garde de pays volontaires dans une « coopération structurée permanente » en matière militaire.

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, doit

prononcer un discours ce vendredi à Prague dans lequel, selon ses services, il « plaidera pour que l'Europe prenne en main sa propre défense ». L'UE cherche à se doter d'une « autonomie stratégique ». Juncker avait mené

campagne pour la présidence, affirmant que, « oui, l'Europe est pour l'essentiel un soft power. Mais même les plus grandes puissances pacifiques ne peuvent faire l'impasse sur des capacités de défense intégrées ». Le président de la Commission a même plusieurs fois rallumé, pour le long terme, le vieux projet d'une « armée européenne », tout en soulignant que la sécurité ne dépend pas que du militaire : le développement et l'aide humanitaire y contribuent aussi. ■

PHILIPPE REGNIER

(1) « La politique européenne de sécurité et de défense commune », André Dumoulin et Nicolas Gros-Verheyde, Ed. du Villard, avril 2017, 490 p., 52 euros.

## A L'HORIZON 2025

### Pas de marche arrière

Les questionnements existentiels sur l'avenir de l'UE, lancés dans la foulée du Brexit, se poursuivent : après l'Europe sociale, la mondialisation et l'Union économique et monétaire, la Commission a sorti un document de réflexion sur la défense européenne à l'horizon 2025. Trois scénarios sont mis en discussion : une coopération « à la carte » entre Etats membres, une mutualisation plus poussée avec l'UE plus impliquée et, hypothèse la plus « ambitieuse » : une défense commune, une intégration plus poussée des armées et une coresponsabilité avec l'Otan pour la protection du territoire. Mogherini le souligne : chacun de ces scénarios prévoit une avancée européenne, aucun « recul mineur ou majeur n'est prévu en matière de coopération dans le domaine de la défense et la sécurité ».

PH.R.

**Le mantra : relancer le projet en insistant sur l'importance d'une « Europe qui défend et protège ses citoyens »**